



Le 29 septembre 2016

Intersyndicale des agents de Plaine Commune

Siège de Plaine Commune, 21 av Jules-Rimet, 93200 Saint-Denis

Contact mail : intersyndicale.plainecommune@gmail.com

Téléphones : CGT 0155935613 - CFDT 0155935614 - FO 0155935615

Lettre aux élus du conseil du territoire de Plaine Commune

Mesdames et Messieurs les élu-e-s de Plaine Commune,

Nous souhaitons vous remercier d'avoir fait le choix, le 20 septembre dernier, lors de la dernière séance du conseil de territoire, de retirer de l'ordre du jour, le point portant sur la suppression d'une prime faisant partie du régime indemnitaire des agents de Plaine Commune.

Voter cette mesure d'économie - sans réel impact budgétaire - eut été effectivement une grave erreur car elle portait atteinte à un des fondements de notre pacte social : l'identité progressiste de notre collectivité et la volonté commune d'un dialogue social constructif.

La Direction Générale s'apprête également à imposer d'autres mesures d'économie (suppression progressive du congé ancienneté, suppression de la récupération jours fériés) sur le dos des agents.

Cette précipitation nous paraît totalement inappropriée alors que va s'ouvrir rapidement le grand chantier de la mise en œuvre des nouvelles dispositions prévues par le protocole sur les Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations et la loi Déontologie.

L'occasion nous sera donnée par la concertation et le dialogue social, de faire évoluer les conditions d'emploi et de rémunérations des agents territoriaux dans le cadre d'une démarche globale plus cohérente.

Nous avons conscience toutefois que le contexte budgétaire, s'inscrivant dans une profonde réforme territoriale du paysage administratif et fiscal, est complexe et incertain.

Mais nous souhaitons marquer notre esprit d'ouverture en demandant que des agents volontaires participent activement à l'identification des sources potentielles d'optimisation des moyens et d'économies budgétaires sans dégrader les conditions acquises d'emploi et de rémunération.

C'est en ce sens que **nous avons proposé dès juin au Président, à la Vice-présidente en charge des ressources humaines et à la DRH, que soit engagé un large processus de concertation du personnel.**

Cette proposition a été acceptée et la Direction Générale a prévu de la mettre en œuvre en novembre et décembre 2016 par l'intermédiaire de la constitution de groupes de travail ouverts à tous les agents volontaires et avec les représentants syndicaux. Parallèlement, nous continuons de nous mobiliser pour faire émerger des pistes et travailler sur des propositions réalistes.

Plus de 1000 agents ont signé une pétition remise au bureau territorial en juillet et **ce mardi 27 septembre plus de 250 agents se sont réunis dans le cadre d'une Assemblée Générale intersyndicale pour réaffirmer leur refus de toutes mesures d'austérité, mais aussi confirmer leur motivation pour s'impliquer dans la recherche de solutions.**



A la suite de l'AG intersyndicale du 27 septembre, une partie des agents est descendue en salle du conseil où se tenait une réunion avec le Président.

Par la voix des représentants syndicaux, il a de nouveau été demandé l'ajournement des mesures de régression sociale à Plaine Commune dans l'attente des conclusions du travail de concertation et d'un véritable débat plus global en 2017.

En réponse, il leur a principalement été rétorqué que cela compromettrait le projet d'améliorer de 5€ mensuels la participation employeur à la mutuelle pour les bas salaires.

Les agents se sont dits prêts à une mobilisation massive lors du prochain conseil territorial du 11 octobre s'il était encore question de supprimer des acquis du personnel. Nous ne céderons pas au chantage qui conditionne l'augmentation de la participation à la mutuelle et à la prévoyance à l'application en parallèle de mesures de régression sociale.

Il ne sert à rien de rajouter de l'austérité à l'austérité ! Nous vous rappelons que les agents contribuent déjà, injustement, à l'effort avec des salaires qui ont été gelés pendant 6 ans entraînant une perte importante du pouvoir d'achat.

Refusons l'austérité, misons sur un plus puissant levier : le dialogue social et l'implication de tous !

Mohamed Merakchi
secrétaire de la syndicat CGT

Matthieu Fayolle
secrétaire de la section CFDT

Philippe Girard
secrétaire du syndicat FO